

C'est le plus terrible coup de Jarnac que le Canada ait jamais reçu, et la perfidie de cet acte surpasse de cent degrés tous les actes déloyaux commis pas les deux partis politiques depuis 1867. Cette lettre du premier ministre anéantit tous les efforts faits. Son effet est comme le tremblement qui renverse tout après que la foudre a grondé. Le programme d'un parti politique, la promesse solennelle faite par les chefs de ce parti, l'encouragement et l'appui donnés par la presse, les débats du parlement, les engagements pris par des centaines de représentants élus depuis l'adoption du programme prohibitionniste par la convention réformiste tenue à Ottawa, en 1893, tout cela est maintenant répudié. Le chef du parti libéral, qui est maintenant au pouvoir après n'avoir obtenu, lui-même qui vingt-neuf pour cent de tout l'électorat, nous dit que, avant d'obtenir l'accomplissement de la promesse solennelle faite en faveur de la prohibition par le parti qui est maintenant au pouvoir, il faudra que cette mesure reçoive l'appui de plus cinquante pour cent de tout l'électorat du pays. En d'autres termes c'est dire que pas moins de cinquante pour cent de tout l'électorat contre le commerce des liquors spiritueux pourront gouverner le pays.

L'impudence de cet argument, venant après la répudiation du programme prohibitif, n'est surpassée que par l'hypocrisie qui a inspiré la promesse faite auparavant par le parti libéral en faveur de la prohibition. Le fait est que le parti libéral a inauguré malhonnêtement son administration ; il a comploté sur une grande échelle, et le parti conservateur peut maintenant dire à ceux qui comme moi, ont travaillé, pendant des mois, en faveur du parti libéral, lors des dernières élections, dans les différentes parties de la province de Québec, et combattu le projet des conservateurs de nommer une commission royale: "Quel bon tour le gouvernement libéral n'a-t-il pas joué à tous ces idiots !" Oui, il a joué un bon tour ; mais je puis rappeler à ceux qui constituent le parti libéral en Canada la scène que l'on trouve dans le poème d'Homère, où Nemesis apparaît derrière Thersites.

La politique d'un pays ainsi comprise, c'est-à-dire, qui a pour moyen d'action la violation des principes, n'est aucunement de la politique—ce n'est pas même de la politique dépravée des partisans outrés ; c'est une combinaison des provinces qui se meuvent sous une influence produite par l'appât de quelque avantage.

DANS UN CUL-DE-SAC POLITIQUE.

Sir Wilfrid Laurier a acculé son parti dans un coin où il est menacé d'annihilation, dans un coin sans issue qui lui servira de champ de bataille politique. Il y a, aujourd'hui, 2,000 chaires, 5,000 sociétés de tempérance, 100,000 électeurs qui dénoncent le gouvernement et les partisans de la basse trahison dont il s'est rendu coupable, tandis que la presse religieuse et indépendante, d'une extrémité à l'autre du pays, sonne le tocsin d'alarme d'une démocratie libre. Qui entreprendra de réagir contre ce mouvement hostile ? Quelle voix le peuple écouterait-il ? Quelqu'un sera-t-il capable de défendre le gouvernement de manière à le disculper, ou sans l'incriminer davantage ?

La victoire de Sédan ne fut jamais pour l'armée allemande aussi meurtrière que le sera pour le parti libéral l'urne électorale ? Si je connaissais le jour du mois de juin, 1893, pendant lequel le projet d'un plébiscite fut inscrit dans le programme du parti libéral, ainsi que le jour pendant lequel se tiendront les prochaines élections fédérales, je pourrais prouver que ce qui paraissait uni, en 1893, se trouvera désuni lors des

prochaines élections, que le parti qui s'est présenté à la convention de 1893 sous le couvert du mensonge sera écrasé et couvert de honte par l'électorat à la prochaine occasion ; que le monstrueux échafaudage élevé le jour de la convention de 1893 s'effondrera le jour de l'élection prochaine ! Tout ce que le parti libéral fera d'ici aux élections prochaines, ne pourra détourner l'attention du public, nous offrirait-il à cette fin un nouveau Klondike tous les mois ; donnerait-il à tous les citoyens la sagesse d'un Solomon ; leur donnerait-il l'innocence d'un Saint-Jean et la pureté des anges qui habitent les cieux. Voter aux prochaines élections pour un gouvernement de cette espèce serait un crime damnable, puisqu'il a eu comme levier pour s'élever au pouvoir le trafic des liqueurs spiritueuses. Il est maintenant trop tard pour délibérer. Le gant nous est jeté ; nous devons le relever, comme le dit aujourd'hui le "Wesleyan," dans les cent-vingt comtés du Canada qui ont donné des majorités à la prohibition." Cette lettre du premier ministre est un infâme et insolent défi porté à la démocratie canadienne. Ce défi, il est vrai, nous tue pour le moment ; mais heureusement une mort de cette nature, comme celle des dieux, n'est que temporaire. Lorsque nous serons en état, au moyen de conventions tenues dans tous les comtés du Canada, au moyen d'assemblées publiques tenues dans tous les centres de population et les maisons d'école ; au moyen d'articles de journaux ; au moyen de sermons dans toutes les églises ; au moyen de conférences et de discours sur toutes les places publiques, de soulever l'opinion publique comme elle ne l'a jamais été jusqu'à présent, nos maîtres à Ottawa commenceront alors à voir derrière eux le réveil des foules. Soyons prêts pour l'année 1900 en montrant au monde que nous habitons un pays "où le citoyen est toujours la tête dirigeante et l'idéal ; où l'opinion publique a toujours eu le dernier mot ; où les foules combattent toujours l'audace et l'insolence des personnes élues." Mon seul but en écrivant cette lettre est de ranimer et rallier les courages. Sur la personne de Charpentier qui mourut sur la barricade située au Petit Carrew, à Paris, on trouva un carnet dans lequel se trouvait cette phrase latine : "Admonet et magna testatur voce per umbras."

Or, c'est dans cet esprit que j'écris cette lettre.

J. T. BULMER,

Halifax, 15 mars.

J'ai lu cette lettre surtout pour démontrer jusqu'à quel point est inexacte l'assertion de mon honorable ami, que les partisans de la tempérance et de la prohibition sont très satisfaits de la conduite du gouvernement.

Cette lettre est une très bonne indication des sentiments de ceux qui, comme je le crois, ont été trahis par le gouvernement dont le seul but a été d'éviter la solution d'une question épineuse et de s'en débarrasser. Je pourrais m'étendre sur cette question pendant une heure, ayant en mains des extraits de discours du ministre de l'Agriculture et un certain nombre d'extraits de discours du premier ministre lui-même, dans lesquels ce dernier déclare de la manière la plus claire possible que, si une majorité de l'électorat se prononçait en faveur de la prohibi-